

LE RÉVEIL

de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS ... Trois mois ... Six mois ... Un an ...

RÉDACTION ET ADMINISTRATION ... ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desmout, 12, TOURCOING

ANNONCES ... A ROUBAIX, 93, Grande-Rue. A TOURCOING, 12, Rue Desmout.

A NOS LECTEURS

Nous avons le regret d'annoncer à nos lecteurs que le citoyen Claude Cazès a cru devoir résigner ses fonctions de rédacteur en chef du « Réveil du Nord ».

En quittant le journalisme où, pendant dix-huit années, il a si vaillamment combattu, Claude Cazès obéit à des raisons de convenances personnelles...

Tous les lecteurs du « Réveil » et de l'« Egalité » s'uniront à nous pour exprimer à Claude Cazès les regrets très vifs que nous cause sa retraite prématurée...

Le citoyen Siauve-Bryausy, rédacteur en chef de l'« Egalité », ex-rédacteur en chef de la « Question Sociale » et du « Peuple » de Bordeaux...

Claude Cazès. Pour des raisons personnelles devant lesquelles il faut s'incliner, Claude Cazès quitte aujourd'hui la rédaction en chef du « Réveil du Nord ».

Claude, alors rédacteur en chef du « Progrès », voulut, avec l'appui de quelques notables, accentuer dans le sens radical la politique de ce journal.

Ceux qui l'avaient appuyé voulurent lui remettre en main la plume ainsi fondée, et le 3 novembre 1880 le « Réveil » fut créé.

Dans cet esprit, dès le premier jour, il s'opposa à toute attaque contre l'aile gauche républicaine, contre le Parti Ouvrier, et il poursuivit, entre les deux fractions avancées de l'opinion, une entente qui ne dépendit pas de lui de conclure aux élections municipales dernières.

Non opinifère eût enfin raison de toutes les difficultés et, si nous quitte aujourd'hui, il a la satisfaction de constater que son œuvre n'a pas été vaine.

Voilà le rôle qu'a joué notre ami. Ces six années n'ont pas été sans difficultés. On n'a pas ri tous les jours au « Réveil du Nord ».

La magistrature de M. Dupuy et des grandes compagnies n'est pas tendre aux journaux qui s'attaquent au pouvoir et à la richesse.

probation désarmant devant ce journaliste probe et vaillant. La modestie de notre ami ne nous pardonnera pas d'avoir tracé ces lignes.

Ed. DELESALLE.

INFORMATIONS (Par Service Spécial)

CONSEIL DE CABINET Paris, 2 janvier.

Les ministres se sont réunis ce matin au ministère de l'Intérieur sous la présidence de M. Bourgeois.

LA QUESTION DU TRANSVAAL

Le conseil s'est ensuite occupé de la situation au Transvaal. Le gouvernement suit avec attention la marche des événements et se préoccupe de la sauvegarde des intérêts français.

LA POLICE SANITAIRE

Enfin, M. Léon Bourgeois a soumis à ses collègues le texte de décret sur la réglementation de la police maritime.

LES ANGLAIS AU TRANSVAAL

L'irruption de la bande armée du docteur Jameson, sur le territoire des Boers, a provoqué une vive émotion en Europe.

BULLETIN DU JOUR

PLUIE DE BOUE

L'arrestation d'Athènes de ce baron Hammerstein, dont nous parlions dans notre dernier numéro, a apporté des étonnements fort désagréables aux conservateurs allemands.

Pendant que son journal pronait le trône et l'autel, attaquait avec violence les idées libérales, le prenait de haut et de la démocratie, le baron de Hammerstein volait en commettant des faux, gardait pour lui des souscriptions publiques, se faisait allouer des pots-de-vin.

Cette affaire ne serait qu'un vulgaire procès de Cour d'assises, si le baron de Hammerstein était seul en cause, et nous aurions gardé de rendre les Allemands solidaires d'un homme marqué pour le régime.

En tout cas, les socialistes auront prouvé au pays que s'ils sont capables de poursuivre sans relâche jusqu'à la chute définitive des ministres réactionnaires et hyppocrites, ils sont aussi disposés à accorder un certain crédit aux hommes de bonne volonté qui paraissent gouverner contre les coquins.

La politique des socialistes a donc été très nette et très loyale. Quant à leur action parlementaire, elle seule s'est manifestée. Les radicaux ont dormi et les opportunistes sont morts.

L'ANNÉE PARLEMENTAIRE

Au Palais-Bourbon. — Trois Ministères. — Le Rôle des Socialistes. — Peu de réformes, mais beaucoup d'exécutions. — Pas de temps perdu.

Chaque fois qu'il a fallu en dénoncer un à la tribune, c'est un socialiste qui en a pris l'initiative.

Le 2 mars, c'est Jaurès qui signale les abus qui, sous Delcassé, ont accompagné les concessions de terrains faites aux colonies.

Le 14 juin, Rouanet s'élève contre les privilèges accordés à la Compagnie transatlantique: il obtient que les traités ne soient pas renouvelés avant un an.

Le 11 février, Jaurès qui défend les instituteurs, victimes des manœuvres réactionnaires, et en profite pour montrer magistralement le rôle joué par l'instituteur dans la République.

Le 12 janvier, Rouanet, à propos de la Légion d'honneur, crie de la tribune à la majorité qu'elle est incapable de faire une manifestation de probité publique.

Le 28 janvier, Millerand fait mettre Raynal en accusation pour son attitude d'une louche partialité envers les compagnies de chemin de fer.

Le 23 janvier, Millerand fait voter un décret sur le droit de l'Empire, fait voter des funérailles au maréchal Canrobert.

Le 14 janvier, les citoyens Chauvin et Contant demandent au gouvernement d'améliorer et d'augmenter le service des trains ouvriers.

Le 16 février, Sembat demande la création des musées du soir à la Chambre ne repousse cette innovation qu'après deux épreuves douloureuses.

Le 21 novembre, les citoyens Fabrot et Dejeante obtiennent l'urgence pour des propositions de loi sur l'arbitrage et les syndicats.

Le 23 novembre, Contant obtient que tout citoyen qui quitte l'atelier pour faire ses treize ou ses vingt-huit jours ne pourra être privé de son travail dans les six semaines qui suivront.

Intuitif d'ajouter qu'au milieu des luttes les plus pures et en toute occasion les socialistes ont tenu à rappeler à la tribune leur idéal tout en combattant pour des réformes immédiates.

C'est ainsi que, le 7 mars, Vaillant, Paschal Grousset et Jaurès font la critique du militarisme tel que l'entretenaient chez nous les partisans d'un passé sanglant.

Le 29 juin, Vaillant, Viviani, et Gérault Richard défendent la liberté des syndicats.

Le 12 décembre, Sembat demande la suppression de l'ambassade du Vatican, afin d'arriver à la séparation de l'Eglise et de l'Etat depuis si longtemps demandée.

Nous avons exporté, de janvier à novembre inclus, pour 324 millions de francs de plus qu'en 1894.

Encore une! Chaque année, il est d'usage qu'une demoiselle soit appelée à prendre part aux opéras de l'étranger au soir.

PETITE CHRONIQUE

LA CONSCRITE

Encore une! Chaque année, il est d'usage qu'une demoiselle soit appelée à prendre part aux opéras de l'étranger au soir.

Car il serait peut-être temps de s'expliquer sur ces stupides erreurs un peu trop fréquentes. Ne je n'ai pu faire à l'idée que la nature abonde en phénomènes et qu'il y ait tant que cela des êtres qui changent de sexe en grandissant.

Le 14 janvier, le citoyen Dejeante, à propos de la catastrophe de Montcau-les-Mines, demande une enquête sur les responsabilités et fait renvoyer sa proposition à la commission des mines.

Le 22 février, le citoyen Dejeante, à propos de la catastrophe de Montcau-les-Mines, demande une enquête sur les responsabilités et fait renvoyer sa proposition à la commission des mines.

Le 21 novembre, les citoyens Fabrot et Dejeante obtiennent l'urgence pour des propositions de loi sur l'arbitrage et les syndicats.

Le 23 novembre, Contant obtient que tout citoyen qui quitte l'atelier pour faire ses treize ou ses vingt-huit jours ne pourra être privé de son travail dans les six semaines qui suivront.

Intuitif d'ajouter qu'au milieu des luttes les plus pures et en toute occasion les socialistes ont tenu à rappeler à la tribune leur idéal tout en combattant pour des réformes immédiates.

A L'ÉTRANGER

La Révolution Cubaine

Madrid, 2 janvier. Vous m'avez demandé de vous envoyer quelques détails sur la Révolution cubaine.

Les neuf dixièmes de la population sont sympathiques aux insurgés. Ceux-ci sont pleins d'espoir et d'enthousiasme: c'est pour eux, d'ailleurs, une question de vie ou de mort.

Elle ne fut votée que sous la pression de la force et n'a qu'un but, celui de duper les Cubains: « Les maires seront élus par les conseils, excepté quand le gouverneur général jugera opportun de nommer un autre membre du conseil.

Les décisions et ces actes arbitraires du gouverneur général sont sanctionnés par un conseil d'Etat, composé des membres suivants: l'évêque de Cuba, ou l'archevêque de Cuba, s'il est présent, le commandant général de la marine, le député gouverneur suprême — l'administrateur des finances et le directeur de la justice.

Le conseil provincial est organisé de telle façon, que plus d'un million de Cubains ont seulement 8 représentants, tandis que 140.000 Espagnols résidant dans l'île en ont 16 ou le double.

Voici quelques traitements payés aux fonctionnaires espagnols: Gouverneur général: 250,000; Directeur général des finances: 90,000; Archevêque de Cuba: 90,000; Evêque de la Havane: 80,000; Commandant de la marine: 84,666; Président de la Cour suprême: 75,000; Lieutenant général: 75,000; Gouverneur de la Havane: 40,000; 1er secrétaire du gouverneur gén.: 40,000; G. de division (il en a plusieurs): 37,500; Brigadier, chacun: 22,500; Colonel: 17,250; Lieutenant-colonel: 13,500; Capitaine de marine: 11,800; Commandant: 22,800; Lieutenant: 16,800; Chef d'administration de 1re classe: 25,000; de 2e classe: 20,000; de 3e classe: 15,000; Receveur de douane: 20,000; Administrateur des literies: 20,000.

La révolte actuelle éclata le 24 février 1895; depuis cette époque, le nombre des insurgés s'est accru constamment. Les trois quarts de l'île sont gagnés à l'insurrection; on évalue le nombre des rebelles à 40.000. Ils ont élu un gouverneur, qui vient d'envoyer son représentant à New-York.

Tout le monde s'accorde à ce que bien...

PRÉCY.

NOUVELLES A LA MAIN

Mme Calino est veuve depuis mercredi dernier et pleure du matin au soir.

Un ami touché de compassion, a voulu la consoler par quelques bonnes paroles.

— Non, laissez-moi pleurer tout à mon aise — après je n'y penserai plus !